

## Conditions générales d'utilisation CAUSES AVOCATS

### Acceptation de l'Utilisateur

En visitant et en consultant le site internet du cabinet Causes Avocats, association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle (AARPI) enregistrée sous le numéro SIREN 928 536 010, ayant son siège social au 612 rue de la Chaudre Rivière, 59800 Lille (ci-après « le cabinet » ou « nous »), accessible depuis l'adresse url <https://www.causes-avocats.fr/> (ci-après le « Site »), chaque personne physique (ci-après « l'Utilisateur » ou « vous ») reconnaît et accepte les conditions d'utilisation du Site, c'est-à-dire les mentions légales (accessibles en cliquant ici), la politique de confidentialité (accessible en cliquant ici) et les présentes conditions générales d'utilisation, sans restriction ni réserve.

En cas de modification ou de mise à jour, les conditions générales d'utilisation révisées seront mises en ligne sur le Site avec mention de la dernière date de mise à jour. Il vous appartient en conséquence de vérifier régulièrement le Site pour rester informé de tout changement ou mise à jour des conditions générales d'utilisation du Site.

### Propriété intellectuelle

Le Site et chacun des éléments qui le compose, et notamment les textes, logos, images, photographies, articles, actualités, infographies, communiqués, présentations, brochures, illustrations, programmes informatiques, animations, dessins, modèles, agencements etc., sont la propriété intellectuelle exclusive du Cabinet ou de tiers et sont protégés par le code de la propriété intellectuelle conformément aux articles L 713-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

A ce titre, vous n'êtes pas autorisé à reproduire, représenter, adapter, exploiter, distribuer, diffuser, utiliser de façon commerciale, traduire, arranger, transformer, partiellement ou totalement, à titre onéreux ou gratuit, le Site et chacun des éléments qui le compose, sans notre accord préalable écrit.

De tels agissements seraient constitutifs d'actes de contrefaçons et susceptibles d'engager votre responsabilité civile et pénale.

### Responsabilité

Vous êtes seul responsable de l'usage que vous faites du Site et/ou des informations fournies à partir du Site. Nous ne pouvons en aucun cas être tenu responsables des dommages directs ou indirects découlant de votre utilisation du Site ou des informations qu'il contient.

Nous ne sommes pas responsables des dommages susceptibles de résulter d'une intrusion frauduleuse d'un tiers sur le Site, en dehors de notre contrôle, ayant entraîné une modification ou altération des informations/contenus figurant sur le Site ou vous ayant porté préjudice ; et plus généralement des dommages, quelles qu'en soient les causes, origines, nature ou

conséquences, provoqués à raison de votre accès au Site ou de l'impossibilité d'y accéder, en dehors de notre contrôle.

Nous ne pouvons en aucun cas être tenu pour responsables des problèmes ou défaillances techniques liés aux réseaux de téléphonie, aux systèmes informatiques en ligne, aux serveurs, aux fournisseurs d'Internet, à l'équipement informatique et/ou aux logiciels des Utilisateurs.

Enfin, nous ne garantissons pas que le Site sera accessible ou disponible de manière continue, ni qu'il sera exempt de virus.

#### Liens hypertextes

Nous nous assurons que le Site ne comporte pas de lien hypertexte permettant d'accéder directement ou indirectement à des sites ou à des pages de sites dont le contenu serait contraire aux principes essentiels de la profession d'avocat et nous engageons à prendre sans délai toutes dispositions pour les supprimer si ce site devait se révéler contraire aux principes essentiels de la profession.

#### Autres dispositions

Le Site est réservé à l'usage privé de chaque Utilisateur.

Le Site et les données, informations et documents qu'il fournit n'ont qu'une vocation d'information générale non exhaustive sur le Cabinet, la profession d'avocats ainsi que l'actualité juridique et jurisprudentielle, et ne peuvent en aucun cas être considérés comme constituant un acte de conseil juridique, un démarchage, une sollicitation et/ou une offre de services.

Dernière mise à jour [9 août 2024]